



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
ROSSELLE RECYCLAGE pour son établissement situé
à OOST-CAPPEL.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 autorisant la société ROSSELLE RECYCLAGE à exploiter une installation de stockage et de récupération de métaux ferreux et non ferreux et de carcasses de Véhicules Hors d'Usage (VHU) à OOST CAPPEL (59122), 69 route de l'Europe ;

Vu le rapport en date du 20 mars 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement constatant, à l'issue d'une visite d'inspection sur site en date du 20 novembre 2012, que la société ROSSELLE RECYCLAGE ne respecte pas l'article 7.5.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2012 susvisé ;

Considérant que l'inspection a mis en évidence une non conformité au regard du respect des prescriptions relatives aux moyens de secours ;

Considérant qu'un Robinet d'Incendie Armé (R.I.A.) devra être installé et qu'une vérification des débits disponibles devra être réalisée, tant pour les R.I.A. que pour les poteaux incendie ;

Considérant qu'une non conformité vis à vis de la réglementation « fluides frigorigènes » a également été relevée ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à la société ROSSELLE RECYCLAGE par la voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pris conformément à l'article L.514-1 du code de l'environnement de respecter les dispositions réglementaires applicables à son installation ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société ROSSELLE RECYCLAGE dont le siège social est situé 69 route de l'Europe à OOST-CAPPEL (59122) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation d'une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux située à cette même adresse, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2012 en ce qui concerne le nombre de Robinets d'Incendie Armés (R.I.A.).

La société ROSSELLE RECYCLAGE devra produire, en application de l'article R 543-76 du code de l'environnement, une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé pour la manipulation des appareils de climatisation et notamment la récupération des fluides.

Article 2 -

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de OOST-CAPPEL ,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de OOST-CAPPEL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le

15 AVR 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint

Eric AZOULAY

